



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 Rue Antoine Durenne
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 22/07/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES SABLIERES DE LA MEURTHE

route de contournement
54110 Rosières-aux-Salines

Références : 349-2024/PaD
Code AIOT : 0100000552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement LES SABLIERES DE LA MEURTHE implanté lieu-dit Vionleu 55320 Mouilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet de constater la situation de la carrière 7 mois après l'autorisation qui lui a été délivrée le 24/11/23.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLIERES DE LA MEURTHE
- lieu-dit Vionleu 55320 Mouilly
- Code AIOT : 0100000552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les SDLM ont obtenu l'autorisation d'exploiter une carrière de grouine sur le territoire de la commune de Mouilly par arrêté préfectoral 2023-2847 du 24/11/23

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 8-1-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modalité d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-4-3	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 1-5-2	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-1	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-3	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 6-1-8	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 8-1-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'a pas été mise en exploitation à la date de la visite, l'exploitant ayant attendu que les délais de recours soient purgés.

Les constats n'ont pas mis en évidence de manquements importants. Il est toutefois attendu que l'exploitant finalise sa procédure relative au transport routier, en particulier la traversée du village de MOUILLY après concertation avec M. le Maire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalité d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-4-3
Thème(s) : Autre, Production - enquête annuelle d'activité
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale de la carrière est fixée à 45 000 tonnes. Le volume brut total des produits à extraire est d'environ 513 000 m ³ . L'exploitant doit faire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière sur le site appelé GERP (http://www.monaot.developpement-durable.gouv.fr) avant le 31 mars de chaque année.
Constats : La carrière n'a pas été, à la date de la visite, mise en service. L'exploitant attendait que les délais de recours soient purgés. Au cours de l'été, l'exploitation sera débutée pour environ 10 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 1-5-2
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

<ul style="list-style-type: none"> •53 763 euros T.T.C, pour la phase 1 ; •69 138 euros T.T.C pour la phase 2 ; •64 013 euros T.T.C pour la phase 3 ; •66 456 euros T.T.C pour la phase 4 ; •65 707 euros T.T.C pour la phase 5 ; •53 763 euros T.T.C pour la phase 6 ; <p>Le schéma d'exploitation et de remise en état figurant au présent arrêté, indique les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> •TP01 (juin 2021) (base 2010) = 114,8 •Indice de raccordement = 6,5345 •TVA = 20,0 %
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement daté du 13 mai 2024 répondant au montant de la première phase.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Panneau d'information</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> •son identité (raison sociale et adresse) ; •la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; •l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ; •les horaires d'ouverture ; •la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée".
<p>Constats :</p> <p>Le panneau est bien apparent et comprend les informations nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1.1.1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer ledit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'inspection des installations classées. Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le bornage, la mise en exploitation n'ayant pas débuté. Il s'est engagé à réaliser celui-ci au cours du mois de juillet afin qu'il soit produit avant mise en exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le plan de bornage à l'inspection des installations classées dans un délai de un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 2-2-3
Thème(s) : Autre, Début d'exploitation
Prescription contrôlée : Une fois les travaux d'aménagement préliminaires définis aux articles 2.2.1 et 2.2.2 ci-dessus réalisés, l'exploitant adresse au Préfet, la date de début d'exploitation de la carrière, ainsi que le document établissant la constitution des garanties financières définies à l'article 1.5.2 du présent arrêté.
Constats : Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu d'informer le Préfet de la date de mise en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 6-1-8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes et terres non polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

<ul style="list-style-type: none"> •une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; •les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets a été remis lors de la visite. Il répond aux dispositions prescrites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 8-1-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès et signalisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès au site se fait uniquement via la rue du Bourel et la rue Basse au centre de Mouilly (965 mètres), avant d'arriver sur la RD113, reliant Mouilly à Saint Rémy la Calonne à l'est ou à la RD 21 à l'ouest. Cet accès est aménagé de façon à permettre le transit et la traversée de poids-lourds dès la mise en exploitation de la carrière.</p> <p>L'accès au site est contrôlé par une barrière, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille doit être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>En dehors de la présence du personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès est disponible pour l'itinéraire indiqué. Une barrière est présente à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2023, article 8-1-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voiries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la voie d'accès prévue à l'article 8.1.1., l'exploitant doit apporter une attention</p>

<p>particulière, en matière de sécurité routière, à l'insertion des poids lourds au niveau de l'accès à la RD113 et à la RD21 ainsi qu'aux traversées d'agglomération lors de l'acheminement des matériaux. La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.</p> <p>Il met en œuvre toute disposition pour maîtriser et limiter les impacts (sécurité, poussières, chute de matériaux, détérioration des voies, bruit, vibration...) liés au trafic routier qu'il engendre sur l'ensemble du territoire de la commune de Mouilly en lien avec celle-ci.</p> <p>L'exploitant rédige une procédure pour répondre aux dispositions du présent article et s'assure en lien avec le Maire de Mouilly de la bonne adéquation de ces mesures aux nuisances engendrées.</p> <p>Il sensibilise annuellement les chauffeurs à cette procédure.</p> <p>Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justifications des actions menées pour répondre à ces dispositions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir rédigé une procédure à l'attention des chauffeurs et qui concerne les mesures de sécurité pour, notamment, la traversée du village de Mouilly (vigilance, limitation de la vitesse, bâchage des bennes...). Cette procédure sera présentée à M. le Maire de Mouilly.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la procédure finalisée après avis de M le Maire de Mouilly.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>